

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/109

21 mai 1999

(99-2067)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA NORVÈGE

Préparation de la Conférence ministérielle de 1999

Négociations sur le commerce des services

La délégation de la Norvège a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

Lignes directrices et procédures pour les négociations

1. Dans la plupart des pays Membres, le secteur des services joue un rôle de plus en plus important pour l'activité économique, et au bout du compte en tant que source de revenus et de bien-être pour les populations. C'est pourquoi la Norvège se réjouit de la possibilité d'entamer un nouveau cycle de négociations sur le commerce des services dans le cadre de l'OMC. Il est important que nous poursuivions l'élaboration au niveau mondial des instruments juridiques et des engagements nationaux relatifs au commerce international des services en vue de répondre aux besoins des marchés et des gouvernements, et ce dans le cadre du développement durable.
2. Il est proposé que les points suivants, qui se rapportent aux lignes directrices et aux procédures pour les négociations, soient inclus dans le mandat ministériel:
3. Lors de la Conférence ministérielle de 1999, les Membres de l'OMC devraient s'attacher à élaborer des lignes directrices et des procédures claires pour les négociations, de sorte que celles-ci puissent commencer au tout début de l'an 2000. Le mandat pour des négociations sur le commerce des services est énoncé à l'article XIX de l'AGCS. Cet article traite toutes les questions pertinentes en la matière, à savoir pourquoi (objectifs), quand et comment négocier. Les points exposés ci-après concernent des ajouts qui, apportés audit article, permettront de mener les négociations dans les meilleurs délais et de manière rationnelle.
4. La Norvège part du principe que tous les Membres de l'OMC s'accordent sur le fait que la portée des négociations doit être large, c'est-à-dire qu'aucun secteur de services ni aucun mode de fourniture n'en sera exclu. Les négociations couvriront aussi bien les engagements spécifiques que les exemptions de l'obligation NPF.
5. Il reste beaucoup à faire après le Cycle d'Uruguay en ce qui concerne les règles relatives aux marchés publics (article XIII), aux subventions (article XV) et aux mesures de sauvegarde d'urgence (article X); ainsi que les disciplines relatives à la réglementation intérieure (article VI). En outre, la Décision ministérielle sur le commerce des services et l'environnement relative aux modifications qu'il y aurait lieu d'apporter à l'article XIV n'a pas été intégralement examinée. Au cas où les travaux

./.

dans ces domaines ne seraient pas achevés d'ici à la fin de 1999, ils devraient être menés à bien dans le cadre du nouveau cycle de négociations.

6. Il conviendrait en outre d'examiner les questions relatives à la compréhension de l'accord-cadre, afin d'en clarifier le texte. Certaines de ces questions revêtent, de par leur nature, une importance fondamentale: celles qui intéressent la portée de l'accord ne sont toujours pas résolues en dépit des négociations prolongées qui ont été menées en 1994, tandis que des problèmes liés à l'interprétation des dispositions relatives à l'intégration économique (article V) se sont posés lors de l'examen d'accords régionaux. D'autres questions horizontales, telles que le lien entre les modes 1 et 2, sont d'une nature plus technique mais elles doivent être résolues avant ou pendant les négociations pour que les engagements pris par les pays soient aussi clairs que possible.

7. Les lignes directrices devraient refléter l'obligation générale de faciliter et d'accroître la participation des pays en développement au commerce des services et de tenir compte de la situation de ces derniers en matière de développement.

8. Outre les engagements en matière d'accès aux marchés et de traitement national, les Membres devraient être encouragés à prendre des mesures pour mettre en œuvre la réglementation intérieure nécessaire. Dans le cas contraire, les avantages potentiels d'un plus grand accès aux marchés pourraient être compromis. Il faudra donc en tenir dûment compte lors des négociations. Bien qu'en ce qui concerne ces questions la responsabilité incombe principalement aux nations elles-mêmes, d'autres pays et des organisations multilatérales peuvent apporter leur contribution en offrant une assistance technique dans ce processus.

9. La prise en compte des préoccupations d'ordre environnemental devrait refléter le consensus qui semble se dégager au Comité du commerce et de l'environnement, de sorte que les politiques commerciales et environnementales s'étayent mutuellement et qu'elles soient cohérentes d'un point de vue juridique, en vue de promouvoir l'objectif du développement durable. Il conviendrait, pour déterminer quelle sera l'incidence sur l'environnement de la suppression de telle ou telle restriction commerciale, de procéder à des études environnementales au début et/ou à la fin du processus de négociation, lorsque les projets d'accords et de listes seront disponibles. Les Membres devraient être encouragés à partager leurs expériences et les organisations internationales compétentes invitées à fournir des contributions, pour que les aspects horizontaux soient pris en compte.

10. Tous les Membres ont intérêt à s'entendre sur des procédures souples pour les négociations, en s'inspirant de la manière dont l'OMC a jusqu'à présent organisé ses travaux au sujet des services. Depuis la mise en application de l'AGCS en 1995, le Conseil du commerce des services et ses organes subsidiaires ont consacré peu de temps au fonctionnement et à la mise en œuvre de l'Accord par rapport au temps consacré aux négociations. Nous pouvons présumer qu'il en sera de même lors du prochain cycle. En conséquence, il ne devrait pas y avoir lieu d'élaborer un mécanisme de négociation spécial. Néanmoins, nous devrions faire preuve de souplesse tout au long de ces négociations afin de pourvoir à la nécessité de créer des groupes de négociation *ad hoc* si les négociations menées sous les auspices du Comité du commerce des services (et de ses organes subsidiaires) s'avéraient insuffisantes. Nous devrions également prendre en considération les besoins des petites délégations et faire en sorte que les réunions soient tenues successivement et non simultanément.

11. La durée des négociations sur le commerce des services sera subordonnée à la durée de l'ensemble des négociations. Toutefois, un délai devrait être fixé au cours du premier semestre de l'an 2000 pour les demandes et offres initiales en matière d'engagements spécifiques.